Démocratiser le PCF, c'est renforcer le PCF

Le renforcement organisationnel du PCF et l'élargissement de sa base sociale impliquent une démocratisation radicale de son fonctionnement interne. Certes, les sections locales sont organisées, de manière générale, sur des bases démocratiques. Les adhérents peuvent s'y exprimer librement, élire les responsables et exercer un contrôle collectif et démocratique sur tous les aspects de son organisation interne et de son activité publique. S'il y a parfois des dysfonctionnements à ce niveau, les adhérents disposent des moyens de les corriger, pour peu qu'ils s'y intéressent et qu'ils s'y prennent de façon sérieuse et constructive. Cette démocratie interne est indispensable à la construction du parti sur des bases saines et porteuses d'avenir.

Cependant, dans les échelons supérieurs de notre parti, il existe encore des pratiques qui sont loin d'être démocratiques et qu'il convient de supprimer. A titre d'exemple, la procédure en vigueur pour l'élection du Conseil National est totalement inacceptable. Une liste de noms est concoctée selon des critères peu transparents et validée par le Conseil National sortant. Cette liste n'est pas publiée avant le congrès et demeure inconnue des adhérents. Les délégués au Congrès prennent connaissance de la liste à peine plus de 24 heures avant le vote, qui se déroule de façon plutôt étrange. La feuille sur laquelle la liste est imprimée sert aussi de bulletin de vote. Les délégués qui approuvent la liste déposent le bulletin dans une urne. Ceux qui ne l'approuvent pas n'y déposent rien. Il n'existe aucun moyen de voter contre, et les congressistes sont prévenus d'avance que tout marquage sur le bulletin annule automatiquement sa validité. Ainsi, la composition du nouveau Conseil National proposée par le Conseil National sortant est inévitablement approuvée avec 100 % des voix, indépendamment du nombre de délégués qui mettent la feuille dans l'urne. Voilà comment le CN actuel a été « élu » en 2012. Or, si l'on expliquait cette procédure à des travailleurs, on n'en trouverait pas un seul qui le qualifierait de démocratique. C'est évident qu'elle ne l'est pas.

Ce système fait que le Conseil National acquiert une très grande autonomie politique par rapport à la base du parti. Au fil des années, l'écart entre les orientations des dirigeants et les aspirations de la base nous a coûté des dizaines de milliers d'adhérents. Pour ne citer qu'un exemple parmi bien d'autres, l'implication directe des dirigeants du parti dans les privatisations, pendant les années du gouvernement Jospin, a profondément choqué les militants communistes. Dans la presse communiste de l'époque, la privatisation d'Air France était présentée comme une forme de « réappropriation sociale », parce que, voyez-vous, les salariés pouvaient désormais être actionnaires de « leur » entreprise ! Quel congrès du PCF avait pris position en faveur de privatisations ? Aucun. Mais cela ne faisait rien. C'était à prendre ou à laisser. La procédure d'« élection » du Conseil National le protégeait de toute contestation sérieuse, de toute façon. Plus récemment, l'approbation de l'État d'urgence et de la participation française à la guerre au Moyen-Orient est en contradiction avec les idées de la plupart des communistes. Les dirigeants du parti prennent position et la « base » doit faire avec ! La question des orientations politiques du PCF est étroitement liée à celle de son « régime » interne.

Si la direction du parti était confiante de ses idées et de ses pratiques, elle n'aurait pas besoin de se protéger par des dispositions statutaires et des procédures anti-démocratiques. Elle n'aurait pas peur de remettre son sort entre les mains des militants. La démocratisation du parti permettrait un rapprochement entre les instances dirigeantes et l'ensemble des adhérents. Elle assainirait les rapports entre les différents échelons de l'organisation. Ceci est une question politique de la plus haute importance. En donnant aux adhérents la possibilité d'élire les instances dirigeantes, nous réduirons le risque de décisions prises en haut – comme celle de voter pour l'État d'urgence – qui sont en contradiction complète avec les idées et aspirations des militants. Nous pourrions adopter, par exemple, un système d'élection impliquant tous les adhérents du parti, sur la base de candidatures spontanées dans chaque fédération, avec un nombre de places accordé aux fédérations en fonction de leurs effectifs. Ceci permettra aux militants d'élire directement les dirigeants du parti sur la base des idées qu'ils défendent et de leur implication pratique dans le travail du parti.

La démocratisation du parti ne pourra se faire que si ses militants s'intéressent activement à ce problème et le prennent au sérieux. Si nous voulons que les jeunes et les travailleurs nous rejoignent dans notre combat contre le capitalisme, il faudrait pouvoir les convaincre que le PCF est un parti démocratique dans lequel les militants peuvent, par la force de leurs idées et de leur implication pratique, consciemment façonner la politique du parti et la composition de ses instances dirigeantes. Démocratiser le PCF, c'est renforcer le PCF.

Greg Oxley Paris 10